



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSION ETUDE DE SURETE ET DE SECURITE PUBLIQUE (ESSP) dans le cadre de la construction du NOUVEAU BATIMENT DE SOIN et la restructuration de l'IGH Michallon et de ses abords

Site Nord – CHU Grenoble Alpes (La Tronche)

N° du CCAP : 2026T112

Etablissement(s) du GHT Alpes Dauphiné concerné(s) par le présent contrat :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☐ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☐ Centre Hospitalier de Rives
- ☐ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☐ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☐ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☐ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

Table des matières

Préambule	4
Article 1 – Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 Objet du contrat	4
1.2 La nature du contrat :	4
1.3 – Forme du contrat.....	5
1.4 – Décomposition du contrat.....	5
1.5- Dispositions générales.....	6
Article 2 – Pièces contractuelles.....	8
Article 3 – Durée et délai d'exécution	10
3.1 Durée et délais d'exécution.....	10
3.2 Délais Livrables	10
3.3 – Prolongation des délais	11
Article 4 – Prix.....	12
4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	12
4.2- Modalité de variation des prix	12
4.3- Clauses de réexamen	13
Article 5 – Garanties financières	14
Article 6 – Avances	14
6.1 – Conditions de versement et de remboursement	14
6.2 – Garanties financières de l'avance.....	15
Article 7 – Modalités de règlement des comptes	15
7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs par phase.....	15
7.2 – Présentation des demandes de paiement.....	15
7.3 – Facturation électronique	17
7.4 – Délai global de paiement.....	18
7.5 – Paiement des cotraitants.....	18
7.6 - Paiement des sous-traitant	18
Article 8 – Conditions d'exécution des prestations.....	19
8.1- Obligations générales.....	19
8.2- Confidentialité	19
8.3- Présentation des livrables	20

8.4 Protection des données à caractère personnelle.....	20
8.5- Droits de propriété intellectuelle.....	21
8.6- Conflits d'intérêts et engagement de confidentialité	22
8.7 – Arrêt de l'exécution des prestations	22
8.8 – Equipe affectée réalisation missions	22
8.8.1. Composition de l'équipe	22
8.8.2. Modalités de remplacement	22
8.8.3. Décision du Maitrise d'ouvrage.....	23
Article 9 - Constatation de l'exécution des prestations	23
Article 10 – Garantie des prestations.....	23
Article 11 – Pénalités.....	23
11.1 – Pénalités de retard	24
11.2- Autres pénalités	24
Article 12 – Assurances	25
Article 13 – Résiliation du contrat	25
13.1 – Conditions de résiliation.....	25
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	26
Article 14 – Règlement des litiges et langues.....	26
Article 15 – Exécution aux frais et risques du titulaire en cas de défaillance	27
Article 16 Development durable	28
Article 17 – Dérogations	30

Préambule

Le projet de modernisation de l'hôpital Michallon est une réponse concrète aux enjeux du CHUGA. Il s'agit de transformer en profondeur l'hôpital.

*Aujourd'hui, l'hôpital Michallon est un bâtiment ancien, construit en 1972, qui ne répond plus aux exigences modernes de qualité des soins, d'organisation des flux et de conditions d'accueil. Le projet immobilier ne se limite pas à **une simple modernisation des infrastructures**, il est **un levier stratégique au service de la transformation du CHUGA**. Il permettra de :*

- *Structurer les activités de soins pour mieux organiser les flux de patients et de professionnels.*
- *Faciliter l'accès aux soins ambulatoires en les regroupant dans les étages inférieurs, au plus proche des entrées.*
- *Améliorer les parcours patients et garantir une prise en charge plus fluide et efficiente.*
- *Offrir de meilleures conditions de travail aux équipes hospitalières.*

Le projet sera mené jusqu'en 2035, en plusieurs phases :

- *2023-2027 : réalisation des phases préalables :*
 - ✓ *Conception réalisation de l'extension du centre de Radiothérapie et réhabilitation des locaux : phase réception*
 - ✓ *SAMU : Phase PRO permis de construire à l'étude*
 - ✓ *Parking en élévation pour le personnel Phase de mise au point*
- *2027-2031 : construction d'un nouveau bâtiment de soins (7 niveaux, 14 unités d'hospitalisation, regroupement des activités ambulatoires) et rénovation des niveaux RDC haut et bas de l'hôpital Michallon. A l'issue de la phase 1 : 100% de l'ambulatoire et 50% des unités d'hospitalisation complète seront rénovés : Marché global sectoriel*
- *2030-2032 : rénovation de l'aile Chartreuse et 2032-2035 : rénovation des ailes Belledonne, finalisant la transformation du site : accord cadre de maîtrise d'œuvre*

Le projet immobilier du CHUGA représente un investissement total de 524 millions d'euros TTC TDC.

Article 1 – Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des **MISSIONS ETUDE DE SURETE ET DE SECURITE PUBLIQUE (ESSP)**

1.2 La nature du contrat :

La présente mission vise à concevoir, rédiger et piloter l'**Etude de Sûreté et de Sécurité Publique de l'opération NBS et de la restructuration de l'IGH - Michallon socle**, en intégrant diagnostic, analyse des risques, prescriptions et accompagnement jusqu'à l'obtention des autorisations administratives, conformément aux articles R.114-1 à R.114-3 du Code de l'urbanisme.

Cette étude sera présentée à la sous-commission départementale de sécurité publique, chargée de l'évaluer et intégrée aux dossiers de demande de permis de construire du CHUGA. Elle doit être conduite dans une logique de sanctuarisation de l'enceinte hospitalière et de pérennité du bâti mais aussi de rayonnement de l'institution hospitalière sur les quartiers environnants.

A ce titre, les préconisations de cette étude doivent notamment porter sur les dispositions architecturales et techniques du projet de construction hospitalière mais aussi sur les aspects organisationnels en cohérence avec les ressources humaines mises en place au CHUGA.

L'étude de sécurité publique comprend :

- Un diagnostic précisant le contexte social et urbain et l'interaction entre le projet et son environnement immédiat.
- L'analyse du projet au regard des risques de sécurité publique pesant sur l'opération
- Les mesures proposées, en ce qui concerne, notamment, l'aménagement des voies et espaces publics et, lorsque le projet porte sur une construction, l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions et l'assainissement de cette construction et l'aménagement de ses abords, pour :

a) Prévenir et réduire les risques de sécurité publique mis en évidence dans le diagnostic ;

b) Faciliter les missions des services de police, de gendarmerie et de secours. Les modalités d'examen par la sous-commission de sécurité publique.

Le prestataire doit ainsi assurer un suivi de ces préconisations tout au long des études restantes des opérations.

Lieu principal d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE GRENOBLE ALPES

Hôpital Michallon

Boulevard de la Chantourne

38 700 La Tronche

1.3 – Forme du contrat

Le présent marché constitue un marché public de services, passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 – Décomposition du contrat

Les prestations sont décomposées en phases.

La présente mission doit permettre d'assister le maître d'ouvrage, tout au long du déroulement des opérations, **quant au volet sureté**, A cet effet des tranches et phases sont définies ci-dessous :

Phase 1 : État des lieux / Diagnostic initial.

Phase 2 : Analyse des projets et assistance à la conception des projets du SDI-CIME décomposée en 3 sous phases :

- la sous phase 2 A pour l'analyse des 3 propositions de projets du NBS (stade consultation)
- la sous phase 2 B pour celle du projet IGH Socle
- la sous phase 2C : Analyse de l'offre finale

Phase 3 : Étude complète pour obtention de l'autorisation administrative

- la sous phase 3 A pour ESSP IGH socle
- la sous phases 3 B et 3 C pour ESSP NBS

Phase 4 : Réalisation et réception des ouvrages

1.5- Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du Code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquittement des amendes liées aux salariés détachés).

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Dispositions applicables en matière de TVA en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- L'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et

mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;

- L'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché public N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français ».

Désignation de sous-traitants :

- **Habilitation :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public selon les modalités définies aux articles L. 2193-4 du Code la commande publique et suivants

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

- **Désignation de sous-traitants en cours de marché public :**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné, le sous-traitant et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si ce titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des opérateurs économiques titulaires groupés.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 9.8.2 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Nb : Le Titulaire s'engage, dans le cadre de ses contrats avec ses Sous-traitants, à refuser **systématiquement toute clause de réserve de propriété ou toute clause de suspension de cession des droits d'utilisation/exploitation** liée au paiement complet du prix. Le Titulaire s'interdit de contracter avec des prestataires refusant la cession immédiate et inconditionnelle des droits de propriété intellectuelle au profit du Maître d'Ouvrage.

L'échec du Titulaire à faire respecter cette discipline contractuelle constitue un manquement grave aux obligations du Marché. Les sanctions (pénalités ou résiliation) ne visent pas l'opposabilité de la clause par le sous-traitant, mais le défaut de diligence et d'anticipation du Titulaire dans sa mission de sécurisation de la pleine et entière jouissance des livrables intellectuels par le Maître d'Ouvrage.

Déontologie, prévention des risques de corruption et de conflits d'intérêts

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

Article 2 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont listées ci-dessous. En cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;

- La décomposition du prix global et forfaitaire DPGF au vu des conditions fixées au Nota Bene ci-dessous, étant précisé que les éléments de décomposition contenus à cette dernière serviront de base à l'estimation d'éventuelles modifications ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
 - Annexe n°1 : « Adresses facturation et de livraison » ;
 - Annexe n°2 : « Guide du RGPD de la CNIL » ;
 - Annexe n°3 : attestation déontologie
 - Annexe n°4 engagements de confidentialité
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Pièces graphiques :
 - plan masse site nord
 - synthèse projet CIME et ses évolutions à venir
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cas échéant, les réponses aux questions lors de la consultation ;
- Les dispositions de l'offre du titulaire qui n'entraînent pas de contradiction avec les pièces du contrat
- Autres pièces générales de référence et normes françaises et européennes homologuées en vigueur ainsi que les normes des pays étrangers applicables en France en vertu d'accords internationaux.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du présent contrat.

Il est précisé qu'en ce qui concerne les documents généraux, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Les documents généraux ne sont pas joints au dossier, le Titulaire étant censé les connaître

NB : La DPGF n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne d'une part, l'établissement des demandes de paiement, et d'autre part, pour le règlement des prestations en plus ou en moins ordonnées par ordre de service ou avenant en cours de marché public.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites, offre technique. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant sont applicables.

Il appartient au titulaire de signaler avant la signature du marché public les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du contrat pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

Les pièces constitutives du marché dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi.

Nb : Le titulaire reçoit une copie des documents contractuels à la notification du marché conformément aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG/PI : « La notification du marché comprend une copie,

délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle. »

Article 3 – Durée et délai d'exécution

La durée du marché se définit comme suit :

Le marché prendra effet à compter de la date de notification et s'achèvera à la date réception des opérations

À titre indicatif, le calendrier prévisionnel des opération NBS et socle 1 IGH Michalon sont les suivants

NBS :

<u>PHASE DIALOGUE</u>		
<u>TOUR 2 : Solutions intermédiaires</u>		
Délai d'élaboration des propositions n°2	28/11/2025	19/03/2026
Dialogue séance n°2	11/05/2026	13/05/2026
Elaboration du Dossier de Demande des Offres Finales (DDOF)	14/05/2026	10/06/2026
<u>PHASE OFFRES FINALES</u>		
Délai d'élaboration des offres finales	11/06/2026	09/09/2026
<u>Notification du marché global</u>	début 2027	

IGH :

La durée du marché est de 92 mois hors GPA, la phase Pro étant estimé en octobre 2026

3.1 Durée et délais d'exécution

L'exécution des prestations de la phase 1 débute à compter de la date de notification puis à la date de notification de l'ordre de service de démarrer la phase pour les phases suivantes.

Le délai estimé global d'exécution de l'ensemble des phases est fixé à : 92 mois

3.2 Délais Livrables

Les délais sont spécifiés à chaque phase à l'article 3.1 du CCTP soit :

Éléments de mission	Délai maximum de remise des livrables	Démarrage de l'élément de mission
---------------------	---------------------------------------	-----------------------------------

<u>Phase 1 – État des lieux / Diagnostic initial</u>	2 mois	Après notification du démarrage du marché
<u>Phase 2 – Analyse des projets et assistance à la conception des projets du SDI-CIME</u>		
Sous phase 2 A 3 - propositions intermédiaires (APS) NBS	1,5 mois	Après notification du démarrage de l'élément de mission
Sous phase 2 B – APS IGH Socle	1,5 mois	Après notification du démarrage de l'élément de mission
Sous phase 2 C – Offre finale (APS) NBS	3 semaines	Après notification du démarrage de l'élément de mission
<u>Phase 3 – Étude complète pour obtention de l'autorisation administrative</u>		
Sous phase 3 A – ESSP IGH Socle	2 mois	Après notification du démarrage de l'élément de mission
Sous phase 3 B – ESSP NBS	2 semaines	Après notification du démarrage de l'élément de mission
<u>Phase 4 – Réalisation et réception des ouvrages</u>		
Analyse des sujétions d'exécution avec transmission d'un rapport de visite	2 jours ouvrés	Après la visite d'audit en phase d'exécution
Amendement de l'étude de sûreté et de sécurité publique	2 semaines et <i>a minima</i> 2 semaines avant la tenue de la commission de sûreté éventuelle	A notification de l'élément de mission

3.3 – Prolongation des délais

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI, en cas d'impossibilité d'exécuter dans les délais convenus, le titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur au plus tôt.

Si la prolongation est compatible avec les impératifs du pouvoir adjudicateur, ce délai peut être accepté.

Toutefois, si les impératifs du pouvoir adjudicateur ne lui permettent pas d'attendre compte tenu de la nature urgente de la prestation, il est en mesure d'appliquer des pénalités conformément à **l'article 11 du présent CCAP**.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Article 4 – Prix

4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations du marché public sont réglées par application du prix global et forfaitaire pour chaque phase du contrat selon les stipulations de la DPGF.

Les prix rémunérant le titulaire sont, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au déplacement du personnel chargé des interventions prévues par le marché public.

Ils comprennent toutes les études, prestations et frais de déplacements indispensables à la réalisation de la mission confiée au titulaire dans le cadre du marché public

Ils prennent en compte également, tous les frais résultants :

- de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire en cas de cotraitance et/ou de sous-traitance,
- du respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

4.2- Modalité de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de notification du contrat** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

$$C_n = 0.10 + 0.90 (ING_n/ING_0)$$

Dans laquelle :

- ING_n = valeur de l'indice au mois n ;
- ING_0 = valeur de l'indice au mois zéro ;
- M_0 = mois zéro correspond au mois de notification

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. **Aucune variation provisoire ne sera effectuée.**

Les index de références sont publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE.

La révision des prix se fait à la hausse comme à la baisse.

4.3- Clauses de réexamen

Par la présente stipulation, les parties peuvent effectuer une modification du marché en cours d'exécution, sans toutefois pouvoir en « changer la nature globale ».

Ainsi, ils se réservent la possibilité d'effectuer des modifications du contrat dans les cas suivants :

- **De modifier la clause de variation de prix** en cas de disparition d'un indice pour la phase étude et phase conception. Dans ce cas, l'indice de substitution sera celui préconisé par l'INSEE ou, si aucun indice de substitution n'est conseillé, l'indice sera celui issu d'une négociation entre les parties
- **Intégrer des prestations supplémentaires ou modificatives :**
 - Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le périmètre de la mission de réalisation de l'Étude de Sûreté et de Sécurité Publique en fonction de l'évolution du projet de construction et des exigences de l'autorité préfectorale. En effet conformément à l'article R114-2 du code de l'urbanisme si la nature du projet, son implantation ou le niveau de risque identifié lors du diagnostic préalable rend nécessaire une rédaction exhaustive et détaillée, le titulaire sera informé de la nécessité de rédiger l'ESSP de manière complète et détaillée incluant la synthèse au format vidéo-projection et l'analyse exhaustive des vulnérabilités et leurs présentations à la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité Publique (SCDSP)
 - Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité au regard de la phase 4 telle que spécifiée au CCTP de modifier par voie d'avenant la quotité.

Le titulaire reste soumis à une obligation de résultat : la mission ne s'achève qu'à l'obtention de l'avis favorable de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité Publique (SCDSP), indispensable au permis de construire.

- **Modification du groupement en cours d'exécution :**

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer en cours d'exécution du contrat. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat (hors opération de restructuration du titulaire initial), décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles (y compris en cas de défaillance du mandataire du groupement dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement).

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières par tous moyens.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement la mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut, dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement

Ces modifications peuvent intervenir à chacune des phases et peut concerner l'ensemble des documents contractuels et ce peu importe le montant éventuel de ces modifications

Cette/Ces modification(s) du contrat sera/seront formalisée(s) par voie d'avenant, précisant le cas échéant les prix complémentaires similaires à la DPGF ou sur présentation d'un devis si les prix unitaires n'existent pas.

Article 5 – Garanties financières

Aucune garantie financière ne sera appliquée.

Article 6 – Avances

6.1 – Conditions de versement et de remboursement

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande publique, une avance est accordée pour les prestations d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 20 % du montant de la commande.
- **Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises** au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.
- **Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie** des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique et que la durée d'exécution des prestations est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de la commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 7 – Modalités de règlement des comptes

7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs par phase

L'acte d'engagement et ses annexes (actes spéciaux de sous-traitance, répartition par cotraitants) indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et aux éventuels sous-traitants et cotraitants.

Le paiement des cotraitants et sous-traitants est effectué conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI **(modifié par Arrêté du 29 décembre 2022, art.3)**

7.2 – Présentation des demandes de paiement

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique et de l'article 11.2 du CCAG-PI, « les marchés passés par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées. »

Les acomptes et le solde du marché seront donc versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement de la mission, soit par phase.

Les sommes dues au titre de la rémunération de la mission sont réglées sur présentation de décomptes en fonction de l'avancement de la mission et font l'objet de versement d'acomptes calculés par différence de deux décomptes successifs selon service fait.

La périodicité des acomptes est régie par les dispositions suivantes :

Tranche/Phase	Prestations	Mise en paiement
Phase 1		Règlement à l'admission du pouvoir adjudicateur
Phase 2 A	Cf 2.2 CCTP	Règlement à l'admission du pouvoir adjudicateur
Phase 2 B		Règlement à l'admission
Phase 2 C		Règlement à l'admission
Phase 3 A EESP IGH	Cf 2.3.1 du CCTP	Règlement à l'admission Livraison 70% validation sous commission 30%
Phase 3 B EESP NBS		Règlement à l'admission Livraison 70% validation/ instruction positive PC 30%

Pour chaque phase, voire sous phase, les paiements sont exigibles après achèvement complet de l'élément de mission.

Dans le cas où le délai d'exécution excéderait 3 mois, **le titulaire présentera un projet de décompte intermédiaire** établi par la valorisation de la part des éléments exécutés et ce conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, étant précisé, qu'à la **demande du titulaire, ce délai pourra être ramené à un mois.**

A l'achèvement de la mission, l'acompte pour solde est réglé au vu du décompte définitif.

7.3 – Facturation électronique

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée **Chorus Pro**. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> *Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015 :*
<https://www.economie.gouv.fr/files/ra-aife-2015.pdf>

>> *En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro :* <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/commentouvrir-un-espace/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

Présentation des demandes de paiements :

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019.

Les demandes de paiement ne pourront pas parvenir avant l'exécution de la prestation ou du service (service fait). Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et à l'article L.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique.

A ce titre, elles devront notamment porter les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro d'acompte
- Le numéro du contrat ;
- La désignation du payeur avec l'indicateur du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le numéro du code service : DTS travaux
- Le numéro du code CHORUS

7.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est **égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne** à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.5 – Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-PI, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. **Quant aux groupements solidaires**, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, **le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.**

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-PI s'appliquent au présent contrat.

7.6 - Paiement des sous-traitant

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'établissement membre concerné au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'établissement membre concerné. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'établissement membre concerné accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'établissement membre concerné adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'établissement membre concerné de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'établissement de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'établissement membre concerné informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Rappel : Le pouvoir adjudicateur doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4 au regard des compétences autorisées.

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra intervenir sur le site.

Le non-respect de cette disposition entraînera la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP et pourra entraîner la résiliation pour faute du titulaire avec une possible exécution aux frais et risques du titulaire.

Article 8 – Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat.

La mission conduite par le prestataire intègre pleinement les aspects d'accompagnement, d'assistance et d'aide à la décision apportés au pouvoir adjudicateur.

8.1- Obligations générales

Responsable chargé de représenter le titulaire :

La bonne exécution des prestations suppose que le titulaire affecte au contrat un seul responsable chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur.

Le changement de responsable doit être notifié par tout moyen au pouvoir adjudicateur au moins 10 jours avant son remplacement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplirait pas correctement ses fonctions à son égard.

A défaut de désignation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché. Cette résiliation n'ouvre alors droit pour l'opérateur économique titulaire à aucune indemnité.

8.2- Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, des documents ou éléments de toute nature reçus à l'occasion de l'exécution du contrat présentant un caractère confidentiel, ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

La notion d'information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y compris la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y compris sous forme écrite, orale ou électronique), sur tout support dont le pouvoir adjudicateur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire.

A ce titre l'annexe 4 est jointe au présent CCAP

8.3- Présentation des livrables

Le titulaire transmet les livrables définis au CCTP dans les délais rappelés au 3.5 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur fait part au titulaire de son accord ou de son désaccord par tous moyens (avec date certaine de réception) sur la qualité du rendu et au vu des échanges entre le titulaire et lui.

Si le pouvoir adjudicateur considère que les études menées ne correspondent pas aux besoins définis au présent marché public, le titulaire doit reprendre les études sans exiger de coûts supplémentaires.

Il est à noter que les phases 1 & 2 eu égard à leur définition et aux contraintes calendaires peuvent se superposer.

Les livrables pourront être communiqués par le pouvoir adjudicateur à l'ensemble des interlocuteurs qui lui semblent nécessaire au bon déroulement des projets dans leur globalité. Le titulaire ne peut s'opposer à la communication de ses résultats.

Format et support des livrables :

Les livrables doivent respecter les conditions d'exécution définies au CCTP

8.4 Protection des données à caractère personnelle

En cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

A cet effet, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de

l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;

- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jour à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référént à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse protection-donnees@chu-grenoble.fr, dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

8.5- Droits de propriété intellectuelle

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 relatif à l'utilisation des résultats du CCAG-PI.

Le Titulaire cède au Maître d'Ouvrage, à titre exclusif, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle sur les livrables issus de la mission.

8.6- Conflits d'intérêts et engagement de confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les termes de l'Attestation de Déontologie (Annexe 3) et de l'Engagement de Confidentialité (Annexe 4) annexés au présent marché. Tout manquement à ces obligations, notamment en cas de conflit d'intérêts non déclaré ou de divulgation d'information dites sensibles, constitue une faute grave pouvant entraîner la résiliation immédiate du marché aux torts exclusifs du Titulaire.

8.7 – Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase définie au CCTP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations émane du pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur et de ses prérogatives de puissance publique. **Celle-ci ne donne lieu à aucune indemnité.**

De facto, l'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché, conformément aux stipulations de l'article 36 et suivant du CCAG-PI (sous réserve de l'application du dernier alinéa du présent article).

La décision d'arrêt d'exécution des prestations doit être notifiée par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur ou par lettre recommandée avec accusé réception.

Il est précisé que l'arrêt d'exécution de la mission, entraîne la réalisation d'un constat contradictoire des prestations réellement réalisées par le titulaire.

Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes. Le titulaire étant rémunéré de la part de la mission réellement accomplie et livrée conformément aux dispositions du CCTP.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une phase est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché.

La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

8.8 – Equipe affectée réalisation missions

8.8.1. Composition de l'équipe

Les prestations sont réalisées par les intervenants **identifiés et désignés par le titulaire au sein de son mémoire technique**. Le titulaire s'engage à affecter ces personnels à l'exécution de la mission ESSP pendant toute la durée du marché.

8.8.2. Modalités de remplacement

Dans l'hypothèse où un intervenant ne serait plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire est autorisé à procéder à son remplacement en cours d'exécution du marché, sous réserve du respect de la procédure suivante :

- Notification : le titulaire doit informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de l'indisponibilité de l'intervenant dans un délai maximal de sept (7) jours calendaires. Cette information est transmise par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) ou par tout moyen conférant date certaine de réception.
- Garantie d'exécution : Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que ce changement ne compromette pas la continuité et la qualité des prestations.
- Agrément du remplaçant : Le titulaire soumet à l'accord écrit du pouvoir adjudicateur le nom, le prénom et le curriculum vitae (CV) du nouveau collaborateur proposé.

8.8.3. Décision du Maitrise d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'une semaine calendaire à compter de la réception de la proposition pour récuser le nouveau collaborateur. À défaut de réponse dans ce délai, le remplaçant est considéré comme définitivement accepté.

En cas de récusation motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de sept (7) jours calendaires pour présenter un autre remplaçant.

Article 9 - Constatation de l'exécution des prestations

Lors de l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur effectue les opérations de vérifications conformément aux dispositions de l'articles 28 du CCAG-PI.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

L'admission ne dégage pas l'opérateur économique de sa responsabilité éventuelle.

Article 10 – Garantie des prestations

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations conformes au CCTP.

Article 11 – Pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives.

Elles pourront être cumulées et facturées en fin d'année.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire ; le titulaire est donc redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à des pénalités

Les pénalités par dérogations à l'article 14.1 du CCAG-PI sont appliqués sans mise en demeure sur simple constat du retard ou défaut d'exécution

11.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont plafonnées à 20% du montant sur lequel elles doivent s'appliquer.

PENALITES DE RETARD		
Type de retard	Modalités	Montant
Retard dans la remise des livrables phase 3	Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, du simple fait de la constatation d'un retard une pénalité journalière	500€/jour
Non-Respect des Délais de Diagnostic	Montant journalier progressif	100 €/jour la première semaine 200 €/jour au-delà
Pénalité pour Manquement à l'obligation de diligence	Tout constat par le Maître d'Ouvrage de l'existence d'une Clause de Réserve de Propriété dans les contrats liant le Titulaire à ses sous-traitants donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire. Le Titulaire dispose de 15 jours calendaires pour régulariser la situation avec son sous-traitant à compter de la mise en demeure	200 € /jour
Indisponibilité des droits	En cas de revendication de propriété par un sous-traitant empêchant la libre utilisation des livrables, le Titulaire sera redevable d'une pénalité forfaitaire égale à :	2000€

11.2- Autres pénalités

Pénalités pour absence de réunion ou rendez-vous	Pour toute absence non excusée à une réunion le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire	200€
---	---	------

Non-respect de la déontologie / confidentialité	Résiliation immédiate aux torts du titulaire et exécution aux frais et risques	
Pénalité pour incomplétude des documents :	Lorsque les prestations ne sont pas conformes aux exigences du CCTP et en l'absence de justification recevable le pouvoir adjudicateur considérera que les délais ne sont pas respectés et appliquera la pénalité de retard correspondante au-delà de deux jours d'ouvrés	
Indisponibilité ou Substitution de l'Expert Sûreté	Pénalité forfaitaire par jour de présence d'un personnel non validé par le Maître d'Ouvrage .	200€/jour

Article 12 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au **titre de la responsabilité civile, d'une assurance responsabilité civile exploitation, dont l'une des 2 doit comporter une extension cyber données** couvrant les conséquences d'une perte ou fuite de données sensibles liées à la mission.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire doit par ailleurs fournir une attestation prouvant que son assurance couvre **les fautes et dommages causés par ses sous-traitants**

Article 13 – Résiliation du contrat

13.1 – Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, **le titulaire ne percevra pas d'indemnité.**

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5

ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire telle que visé à l'article 15 ci-dessous.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par l'opérateur économique titulaire.

Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée à l'opérateur économique titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou de l'opérateur économique titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'opérateur économique titulaire, à aucune indemnité.

Par application de l'article L2195-4 du CCP modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du code de commerce.

Article 14 – Règlement des litiges et langues

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du contrat ou relatif à l'interprétation des stipulations du contrat.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du pouvoir adjudicateur et faisant apparaître le désaccord ;

- Soit du silence gardé par le pouvoir adjudicateur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai minimum de quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation deux mois après la date d'effet de la résiliation du contrat.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différent et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'instance chargée de ce règlement amiable est la CCIRA de Lyon domiciliée au :

DREETS Auvergne Rhône Alpes
Tour Swiss Life
1 Boulevard Vivier Merle,
69443 Lyon Cedex 03

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler leur différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. En cas de litige le différend entre l'opérateur économique titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle **par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble**, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 15 – Exécution aux frais et risques du titulaire en cas de défaillance

Sans préjudice de l'obligation principale du titulaire d'exécuter l'ensemble des prestations du marché, le pouvoir adjudicateur peut, **en cas de défaillance avérée du titulaire et après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de 5 jours calendaires**, faire exécuter tout ou partie des prestations par un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire, conformément à une dérogation à l'article 27 du CCAG-PI.

Ce recours ne constitue pas une obligation pour le pouvoir adjudicateur et n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire défaillant.

Lorsque les prestations strictement équivalentes ne peuvent être obtenues, le pouvoir adjudicateur peut faire réaliser des prestations jugées techniquement compatibles avec les besoins, dans les limites définies aux articles L.2194-1 et L.2194-2 du Code de la commande publique.

Le titulaire supporte le surcoût éventuel résultant de ces mises en œuvre aux frais et risques. Les éventuelles économies ne lui profitent pas.

Le pouvoir adjudicateur pourra, si nécessaire, se substituer temporairement au titulaire pour assurer l'exécution des prestations indispensables, dans le strict périmètre prévu au marché et dans le seul but d'assurer la continuité de l'exécution. Le pouvoir adjudicateur mettra alors à disposition du prestataire de substitution, ou utilisera lui-même, les documents, données et moyens fournis par le titulaire dans le cadre du marché.

La présente clause constitue une dérogation expresse et motivée aux dispositions des articles 14.3 et 27 du CCAG-PI.

Article 16 Développement durable

Le CHU Grenoble-Alpes est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Energie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

- À l'horizon 2030 :

- Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre.
- Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant.
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.

- À l'horizon 2050 :

- Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.
- Diviser par 2 les consommations d'énergie.

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

LES OBJECTIFS :

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

Il est demandé à l'opérateur économique titulaire du présent accord-cadre de tenir compte de cet engagement.

Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de ZFE

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poisat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint-Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

Qui est concerné ?

Seuls les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- Depuis le 2 mai 2019, les véhicules utilitaires légers et poids lourds « non classés » et classés CQA 5 sont interdits à la circulation.
- Depuis le 1er juillet 2020, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 4.
- Depuis le 1er juillet 2022, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 3.
- Dès le 1er juillet 2025, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 2.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

Article 17 – Dérogations

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Objet	Dérogation apportée	Article CCAG-PI concerné
1.5 – Sous-traitance étrangère	Sous-traitance	Obligations supplémentaires imposées : acceptation de la loi française, facturation en euro, interdiction des clauses de réserve de propriété dans les contrats des sous-traitants	Art. 3.6 (exécution)
1.5 – Sous-traitance occulte	Sanctions	Résiliation aux frais et risques en cas de sous-traitance occulte (durcissement du régime)	Art. 27 (frais et risques) et 39 (résiliation pour faute)
2 – Pièces contractuelles (ordre de priorité)	Hiérarchie des pièces	Ordre de préséance différent de celui du CCAG-PI (ex. DPGF placée avant le CCAP)	Art. 4.1
2 – Valeur de la DPGF	Force contractuelle	DPGF n'a valeur que pour les paiements et les prestations en plus/moins (restriction de la valeur contractuelle)	Art. 4.1

2 – Neutralisation des documents du titulaire	CGV/conditions du titulaire	Annulation étendue des CGV/conditions particulières du titulaire au-delà du régime CCAG	Art. 4 (hiérarchie des pièces)
3.3 – Prolongation des délais	Délais	Application possible immédiate de pénalités si incompatibles avec les impératifs ; rappel de l'exécution aux frais et risques	Art. 13.3 (prolongation) et 14.1.1 (procédure pénalités)
4.2 – Modalités de variation des prix	Révision des prix	Dérogation expresse : suppression de la variation provisoire ; formule spécifique basée sur ING ; fixation du mois zéro	Art. 10.2.4
8.7 – Arrêt de l'exécution	Arrêt d'exécution	Par dérogation : l'arrêt temporaire n'emporte pas résiliation du marché	Art. 22
11 – Pénalités (général)	Modalités de pénalités	Pénalités appliquées sans mise en demeure, sur simple constat	Art. 14.1.1
11.1 – Pénalités de retard	Plafond	Pénalités de retard plafonnées à 20 % du montant d'application	Art. 14.1.2
15 – Exécution aux frais et risques	Sous-exécution/défaillance	Dérogation expresse : mise en demeure réduite à 5 jours ; possibilité	Art. 27 (exécution aux frais et risques)

		de prestations techniquement compatibles si équivalentes indisponibles ; substitution temporaire du PA ; absence d'indemnisation du titulaire défaillant	
--	--	---	--

Toutes les dispositions du CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021) non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent contrat.